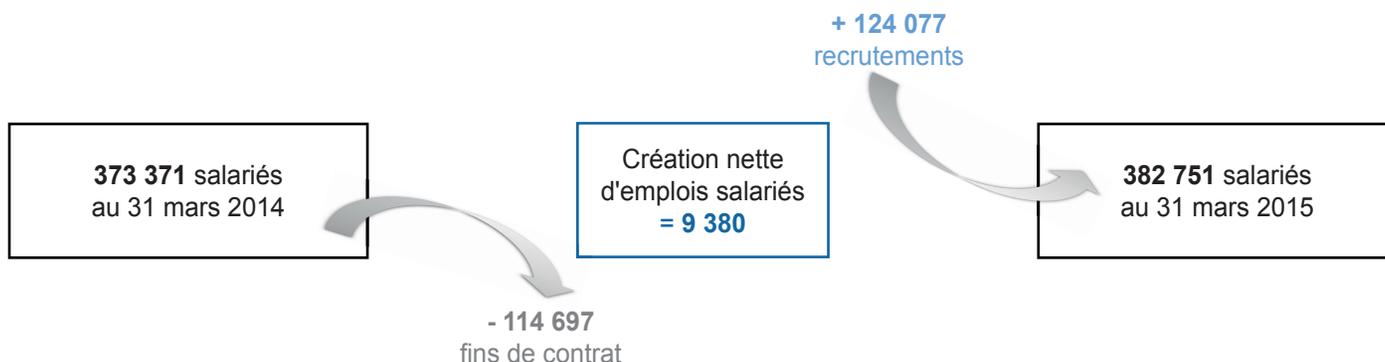


SOMMAIRE

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée par secteur d'activité (salariés non intérimaires)	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi (salariés non intérimaires)	5
5. Les flux de main-d'œuvre salariée selon le genre (salariés non intérimaires)	6
6. Les flux de main-d'œuvre salariée selon la nationalité et la résidence (salariés non intérimaires)	7 à 9
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée selon le type de contrat, à durée indéterminée ou déterminée (salariés non intérimaires)	10 à 11
8. Annexes	12 à 19
Note méthodologique	20

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat

Flux et création nette d'emplois salariés



Au 31 mars 2015, il y avait 382 751 salariés au Luxembourg contre 373 371 fin mars 2014¹. Entre ces deux dates, il y a eu 124 077 recrutements et 114 697 fins de contrat (dont 5 454 départs à la retraite²). Le solde net entre ces recrutements et ces fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 9 380 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 9 380 unités sur la période étudiée, soit une progression de 2,5%.

Le poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3) = (1) - (2)
Salariés hors intérimaires	99 983	90 946	9 037
Salariés intérimaires	24 094	23 751	343
Total	124 077	114 697	9 380

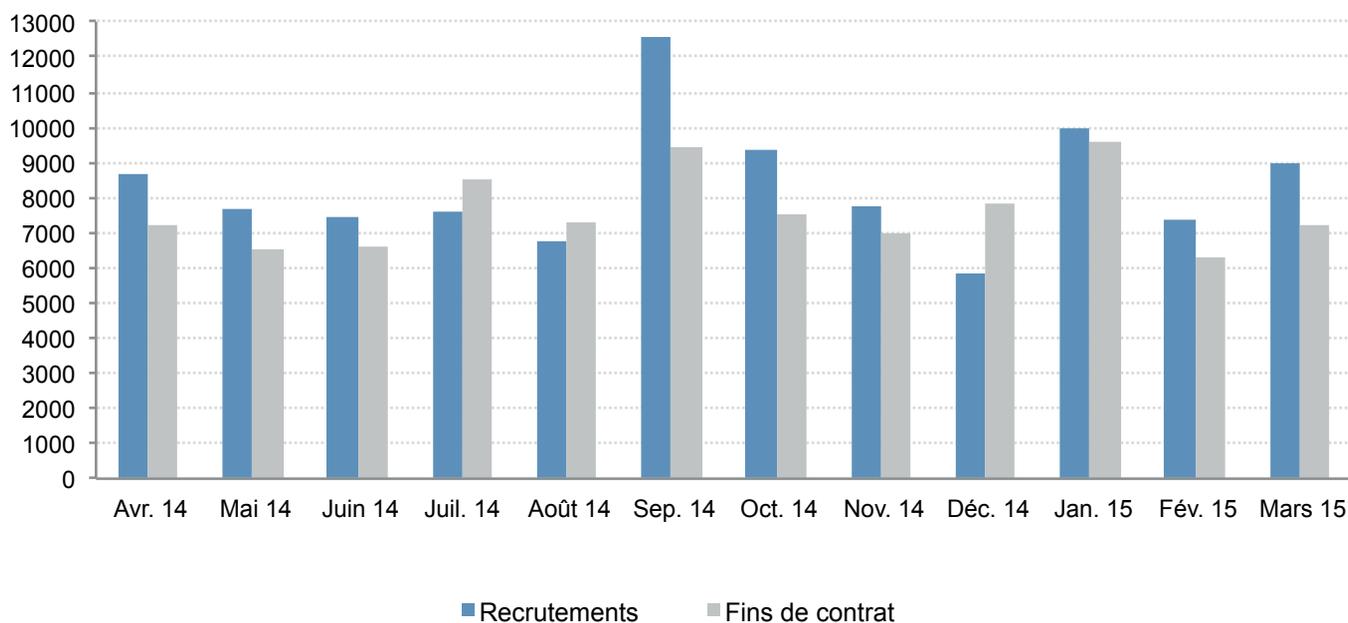
Le travail intérimaire représente environ 1/5^{ème} des mouvements observés sur le marché. Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 19% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 81% concernent des emplois salariés non intérimaires. Pour les fins de contrat, 21% correspondent à des emplois salariés intérimaires et 79% à des emplois salariés non intérimaires. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg, 2% occupent un emploi salarié intérimaire.

¹ Le nombre de salariés indiqué ici ne correspond pas exactement au chiffre officiel de l'emploi salarié publié par le Ministère de la sécurité sociale (http://www.mss.public.lu/publications/tableau_emploi/tdb_mars14/emploi_mars14.pdf). La différence s'explique par un changement mineur de méthodologie qui exclut désormais, des chiffres de l'emploi, certains individus considérés jusqu'en novembre 2013 comme des salariés. Bien que ce changement ne soit intervenu qu'en novembre 2013, nous l'avons appliqué rétroactivement de manière à éviter une rupture de série.

² Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés d'état) car les données ne sont pas encore disponibles pour 2014. En se basant sur les données de 2013, on peut estimer à quelque 500 les départs à la retraite du régime statutaire.

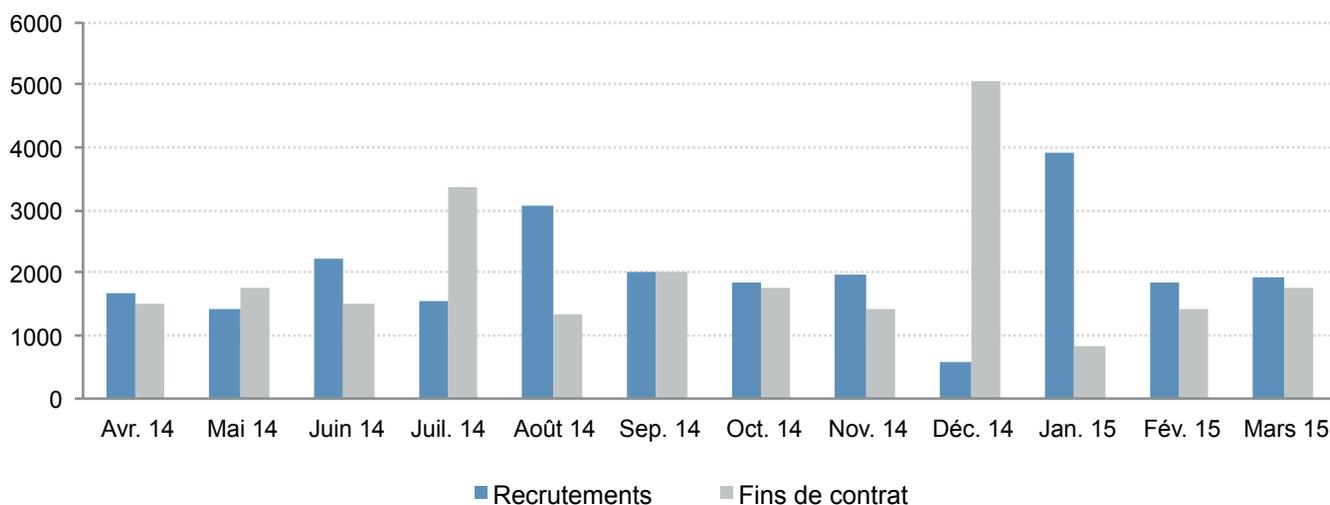
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée³

Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 5 900 et 12 500 ; celui des fins de contrat, entre 6 000 et 9 500.

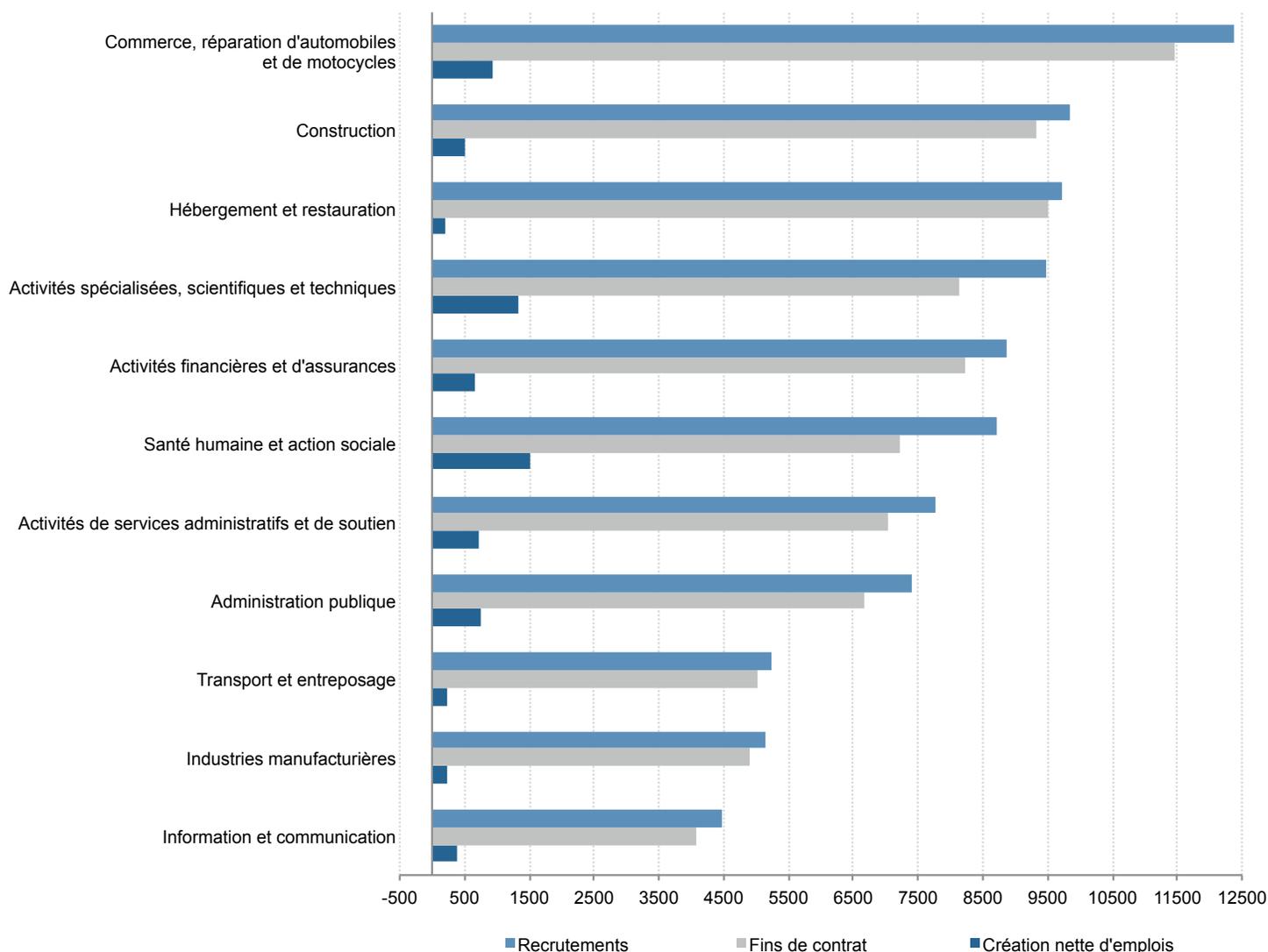
Salariés intérimaires



Pour les salariés intérimaires, le nombre de recrutements varie selon les mois de 600 à 3 900 ; celui des fins de contrat entre 800 et 5 100.

³ Les chiffres correspondant aux deux graphiques suivants sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

3. Les flux de main-d'œuvre salariée par secteur d'activité (salariés non intérimaires)⁴

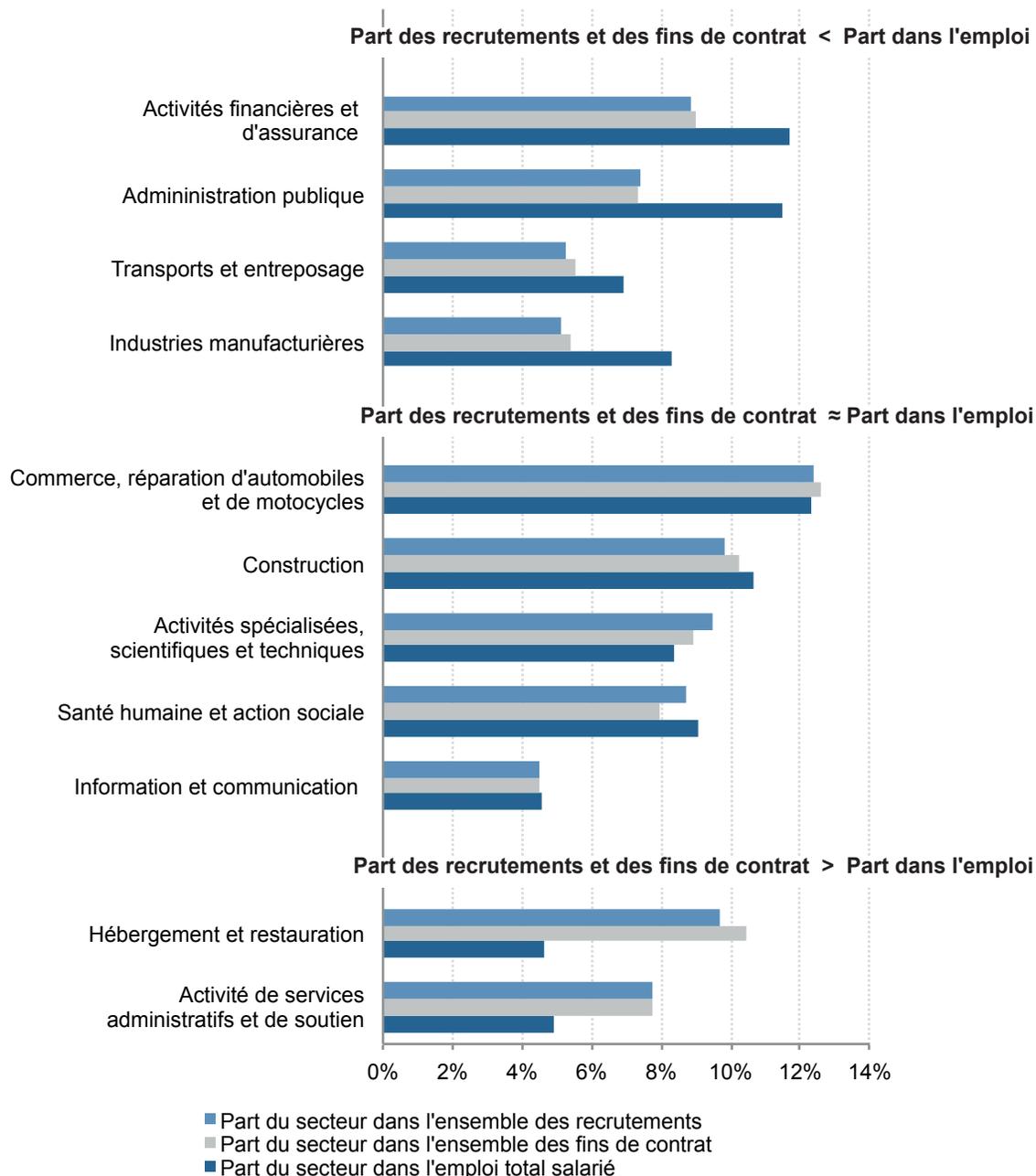


Guide de lecture : Pour le secteur du commerce, le nombre de recrutements dépasse le nombre de fins de contrats. On y observe donc une création nette d'emplois. Ceci est vrai pour tous les secteurs observés.

Avec respectivement 12 400, 9 800 et 9 700 recrutements, les secteurs du commerce, de la construction ainsi que celui de l'hébergement et de la restauration sont ceux qui ont le plus recruté entre mars 2014 et mars 2015. Ce sont dans ces mêmes secteurs que l'on observe le plus grand nombre de fins de contrat.

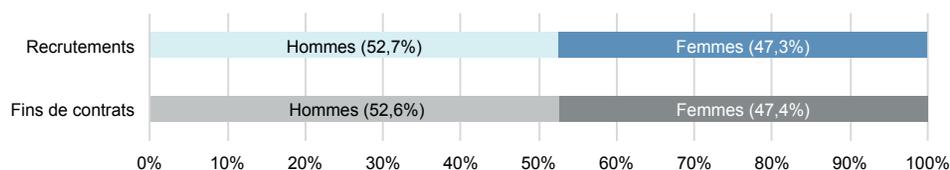
⁴ Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

4. Les flux de main-d'œuvre salariée selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi (salariés non intérimaires)

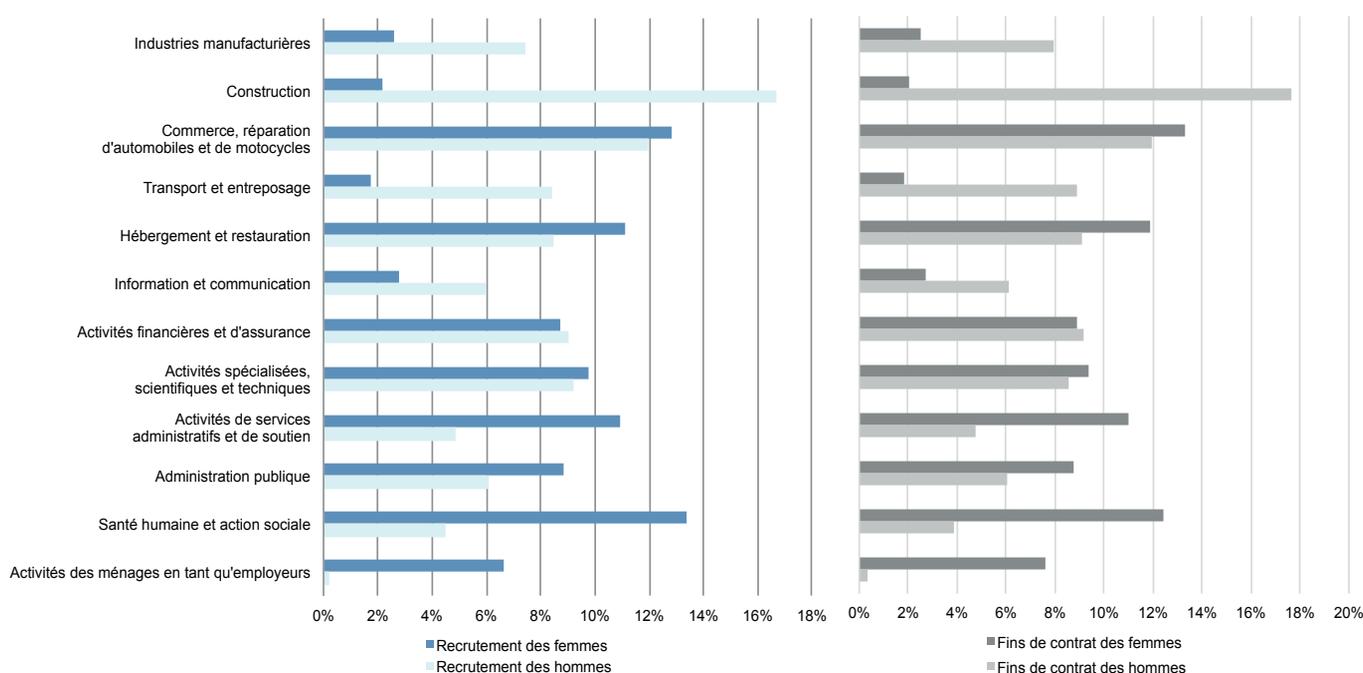


Guide de lecture : La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'oeuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi. Par exemple, alors que le secteur de l'hébergement et restauration (HORECA) ne représente que 4,6% de l'emploi salarié (hors intérimaires), il réalise 9,7% des recrutements hors intérimaires observés entre mars 2014 et mars 2015, ce qui témoigne de mouvements de main-d'œuvre importants relativement à la taille du secteur. A contrario, d'autres secteurs (la finance, l'administration publique, le transport et les industries manufacturières) représentent une part dans les recrutements plus faible que celle qu'ils représentent dans l'emploi total. La finance, par exemple, qui occupe 11,7% des salariés (hors intérimaires), ne représente que 8,9% des recrutements, ce qui signifie qu'il existe proportionnellement moins de mouvements dans ce secteur que dans l'HORECA. Notons que ces mouvements résultent à la fois de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants mais également du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois. Les autres principaux secteurs (comme le commerce, la santé humaine et l'action sociale, l'information et la communication) occupent en revanche une part de salariés équivalente à celle qu'ils représentent dans les recrutements.

5. Les flux de main-d'œuvre salariée selon le genre (salariés non intérimaires)⁵



Parmi les 99 983 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre mars 2014 et mars 2015, 47 332 ont concerné des femmes (47,3%) tandis que 52 651 ont concerné des hommes (52,7%). Ainsi, tous secteurs confondus, près d'un recrutement sur deux est attribué à une femme. Parmi les 90 946 fins de contrat observées au cours de la même période, 43 124 ont concerné des femmes (47,4%) tandis que 47 822 ont concerné des hommes (52,6%). A l'instar des recrutements, près d'une fin de contrat sur deux concerne une femme.



Guide de lecture : Le secteur qui recrute le plus de femmes est celui de la santé et de l'action sociale : il représente 13,4% des recrutements féminins (hors intérimaires). En revanche, il ne représente que 4,5% des recrutements masculins. D'autres secteurs ont également un poids différent dans les recrutements des femmes et des hommes : le secteur des activités de services administratifs et de soutien (incluant les entreprises de nettoyage) qui représente 10,9% des recrutements féminins contre 4,9% des recrutements masculins et le secteur de l'HORECA qui représente 11,1% des recrutements féminins contre 8,5% des recrutements masculins. Pour d'autres secteurs, la contribution aux recrutements féminins et masculins est identique. C'est le cas du secteur financier qui représente environ 9% des recrutements féminins et masculins.

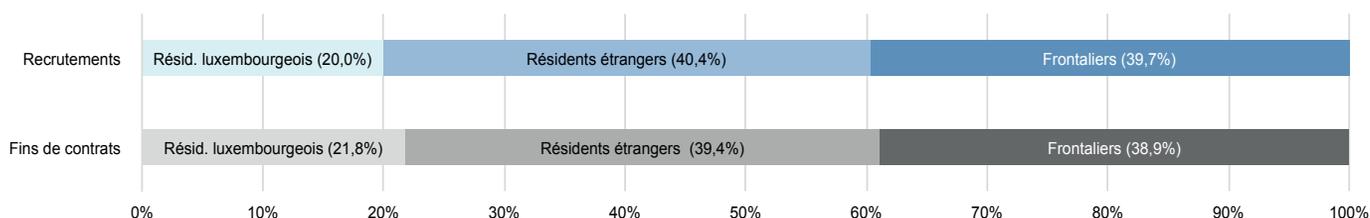
Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 150) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

Comme le montrent les chiffres du tableau 4 en annexe, le poids de certains secteurs dans les recrutements des femmes ou des hommes n'est pas toujours identique à leur poids dans l'emploi salarié féminin ou masculin. Par exemple, alors que l'HORECA représente 11,1% des recrutements féminins, il ne représente que 5,9% de l'emploi salarié des femmes hors intérimaires. Cette différence s'explique notamment par la rotation importante qui existe dans ce secteur.

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat des femmes et des hommes est très proche de la part qu'il représente dans les recrutements.

⁵ Les chiffres correspondant aux graphiques suivants sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

6. Les flux de main-d'œuvre salariée selon la nationalité et la résidence (salariés non intérimaires)⁶



Guide de lecture : Parmi les 99 883 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre mars 2014 et mars 2015, 19 971 ont concerné des résidents de nationalité luxembourgeoise (20,0%), 40 358 des résidents de nationalité étrangère (40,3%) et 39 654 des frontaliers (38,9%). Parmi les 90 946 fins de contrat observées au cours de la même période, 19 807 ont concerné des résidents de nationalité luxembourgeoise (21,8%), 35 801 des résidents de nationalité étrangère (39,4%) et 35 335 des frontaliers (38,9%).

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers. En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 4 554 et 4 319, elle n'est que de 164 pour les résidents luxembourgeois⁷.

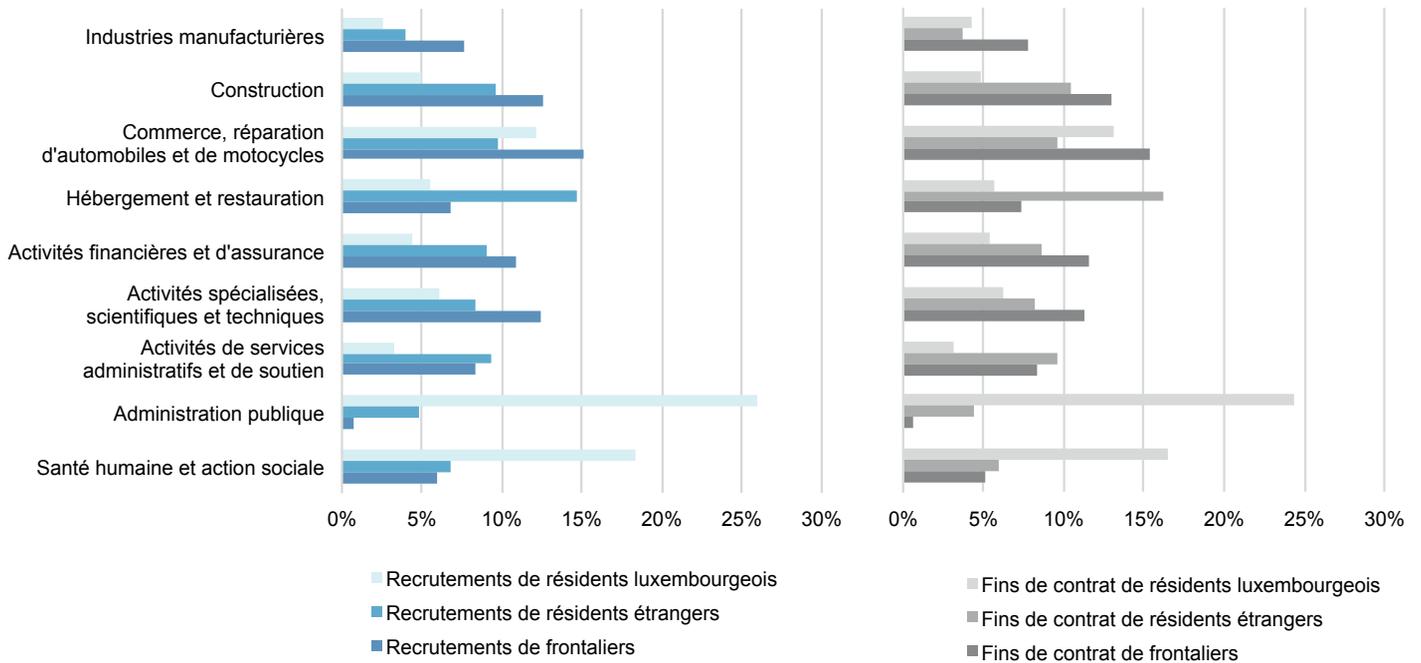
La création nette d'emplois plus faible pour les résidents de nationalité luxembourgeoise s'explique en partie par des départs à la retraite plus nombreux chez ces derniers. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 800 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et quelque 1 200 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux résidents de nationalité étrangère⁸ (ces différences s'expliquent notamment par le fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois).

⁶ Les chiffres correspondant aux graphiques suivants sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

⁷ Dans son rapport général 2014, l'IGSS présente des chiffres sur la création nette d'emplois salariés par résidence et par nationalité (p. 51). Ces chiffres sont établis, non pas à partir des recrutements et des fins de contrat, comme c'est le cas dans ce tableau de bord, mais en comparant les stocks d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence mars 2013 et mars 2014. Sur cette période d'une année, on met ainsi en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 1 405 unités alors que le chiffre présenté dans ce tableau de bord est beaucoup plus faible (282 salariés supplémentaires résidents de nationalité luxembourgeoise sur une année). Cette forte différence s'explique par le phénomène des naturalisations : en effet, parmi les résidents de nationalité étrangère travaillant au Luxembourg en mars 2013 et en mars 2014, 1 440 sont devenus luxembourgeois en mars 2014.

⁸ Ces chiffres tiennent compte du nombre de départs vers le régime de retraite statutaire (fonctionnaires et employés d'état). Ce nombre, de l'ordre de 500, est estimé à partir des chiffres pour 2013, puisque les chiffres pour la période mars 2014-mars 2015 ne sont pas disponibles au moment de publier ce tableau de bord.

6. Les flux de main-d'œuvre salariée selon la nationalité et la résidence (salariés non intérimaires) - (suite)

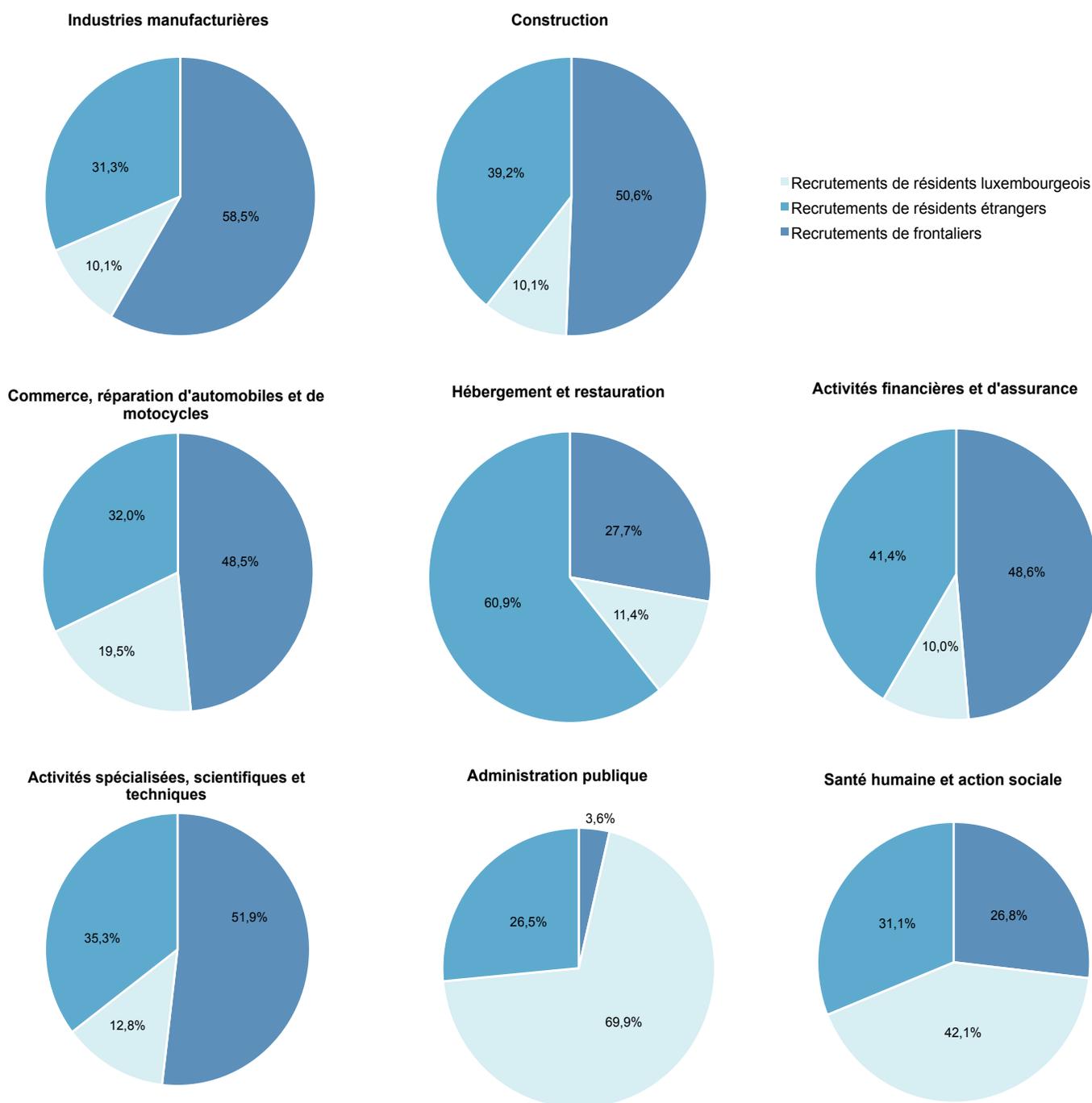


Guide de lecture : Les secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont l'administration publique (qui représente 25,9% des recrutements de résidents luxembourgeois) et la santé et l'action sociale (18,4%). A eux deux, ces secteurs représentent ainsi près de 45% des recrutements de résidents luxembourgeois.

Les secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont différents. Il s'agit du commerce (15,1%), de la construction (12,6%), des activités spécialisées, scientifiques et techniques (12,4%) et de la finance (10,9%).

Les secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont l'hébergement et la restauration (14,6%), le commerce (9,8%) et la construction (9,6%). Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat des frontaliers et des résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

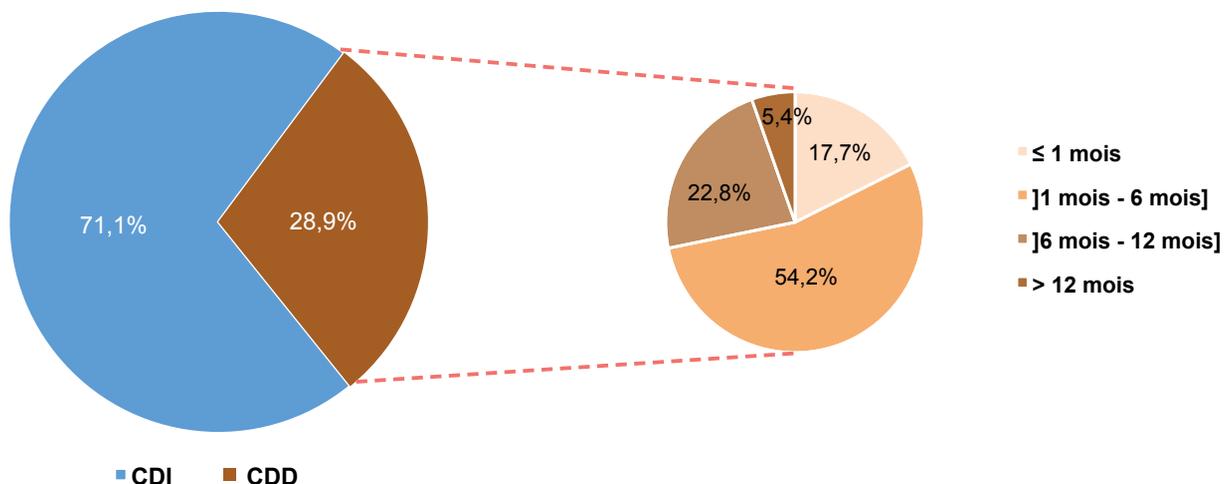
6. Les flux de main-d'œuvre salariée selon la nationalité et la résidence (salariés non intérimaires) - (suite)



Guide de lecture : Les graphiques ci-dessus représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Par exemple, les recrutements effectués par les industries manufacturières entre mars 2014 et mars 2015 se structurent de la façon suivante : 58,5% des recrutements concernent des frontaliers, 10,1% des résidents luxembourgeois et 31,3% des résidents étrangers. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité. Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers (c'est le cas des industries manufacturières, de la construction, du commerce, de la finance et des activités spécialisées, scientifiques et techniques). Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers sont concernés par exemple par 60,9% des recrutements réalisés dans l'hébergement et la restauration), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans l'administration publique ou le secteur de la santé et l'action sociale où ils représentent respectivement 69,9% et 42,1% des recrutements).

7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée selon le type de contrat, à durée indéterminée ou déterminée (salariés non intérimaires)⁶

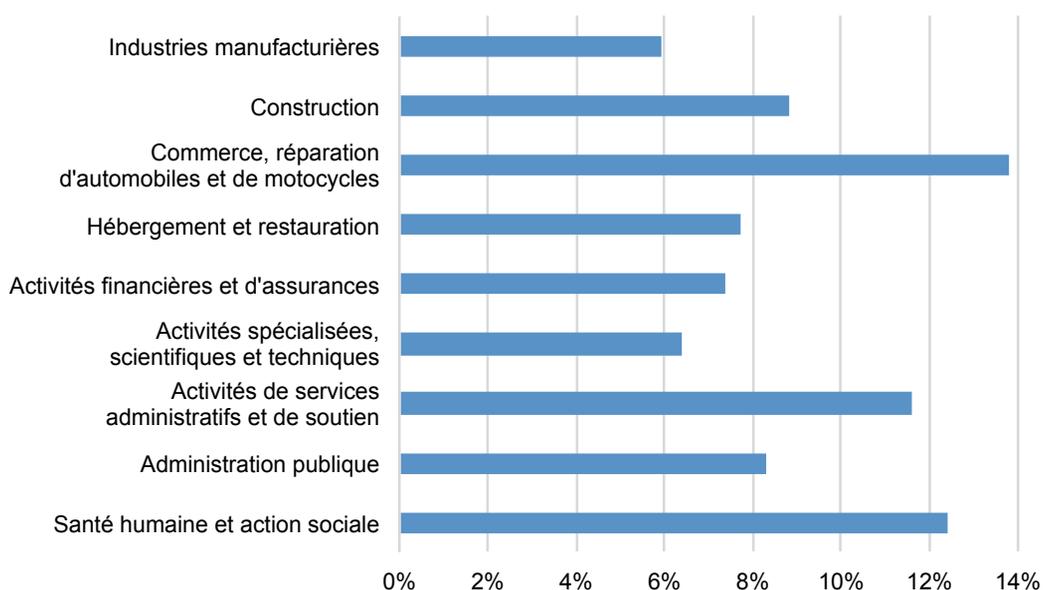
Part des contrats parmi les recrutements (hors intérimaire)



Guide de lecture : Parmi les 99 983 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre mars 2014 et mars 2015, 28 906 sont des contrats à durée déterminée (28,9%) et 71 077 des contrats à durée indéterminée (71,1%). La part de CDD dans les recrutements est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs au Luxembourg au 31 mars 2015, seuls 5% ont un CDD tandis que 95% bénéficient d'un CDI. Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié est tout à fait normale puisque, par définition, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

Parmi les recrutements en CDD, 5 102 (17,7%) ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 15 656 (54,2%) sont prévus pour une durée supérieure à 1 mois et inférieure à 6 mois ; 6 579 (22,8%) s'échelonnent entre 6 et 12 mois et 1 569 (5,4%) ont une durée supérieure à 12 mois. Ainsi, près des 3/4 des CDD correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois.

Structure des CDD selon le secteur



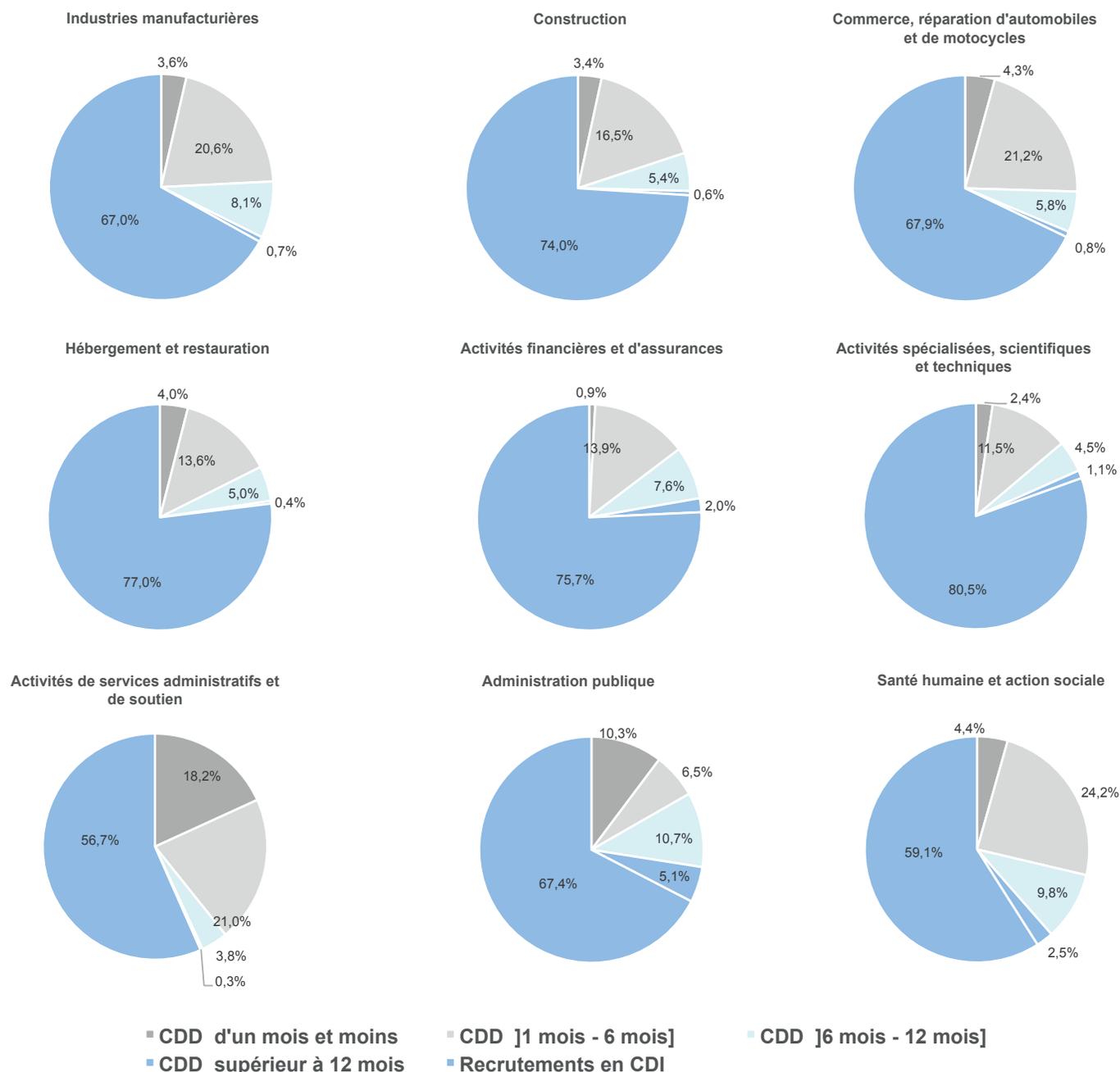
Guide de lecture :

40% des recrutements en CDD sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 28% du total des recrutements.

Il s'agit du secteur du commerce (qui représente 13,8% des CDD), de celui de la santé et de l'action sociale (12,4%) et du secteur des activités de services administratifs et de soutien aux entreprises, qui comprend les entreprises de nettoyage (11,6%).

⁶ Les chiffres correspondant aux graphiques suivants sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée (non intérimaires) selon le type de contrat : CDD - CDI (suite)



Guide de lecture : Les graphiques ci-dessus représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés selon la nature et la durée du contrat. Par exemple, les recrutements effectués par les industries manufacturières entre mars 2014 et mars 2015 se structurent de la façon suivante : 67% des recrutements sont des CDI et 33% sont des CDD ; parmi ces derniers, 3,6% ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 20,6% ont une durée supérieure à 1 mois et inférieure ou égale à 6 mois, pour 8,1%, elle varie de 6 mois et 12 mois (inclus) et pour 0,8%, elle est supérieure à 12 mois.

Certains secteurs recrutent proportionnellement davantage en CDD que la moyenne (29%). Il s'agit des secteurs des activités de services administratifs et de soutien aux entreprises, qui incluent les entreprises de nettoyage (43% des recrutements dans ce secteur sont des CDD contre 29% pour l'ensemble des recrutements salariés), du secteur de la santé humaine-action sociale (41%), de l'industrie (33%), de l'administration publique (33%) et du commerce (32%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement.

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de CDD inférieure à la moyenne : HORECA (23%), activités financières et d'assurance (24%), activités spécialisées, scientifiques et techniques (19%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les entreprises à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur. D'ailleurs, la part de CDD dans l'ensemble des salariés de ce secteur au 31 mars 2015 s'établit à 4,9% (ce chiffre correspond à la moyenne pour l'ensemble des secteurs, alors qu'on aurait pu s'attendre à ce qu'il y soit supérieur).

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires, par mois (mars 2014 - mars 2015)

	Avr. 14	Mai 14	Juin 14	Juil. 14	août-14	Sep. 14	Oct. 14	Nov. 14	Déc. 14	Jan. 15	Fév. 15	Mars 15	Total
Non intérimaires	8 636	7 653	7 430	7 632	6 778	12 558	9 361	7 773	5 843	9 965	7 360	8 994	99 983
Intérimaires	1 689	1 432	2 247	1 549	3 090	2 026	1 831	1 962	584	3 914	1 828	1 942	24 094
Total	10 325	9 085	9 677	9 181	9 868	14 584	11 192	9 735	6 427	13 879	9 188	10 936	124 077

Tableau 2 - Nombre de fins de contrats salariés intérimaires et non intérimaires, par mois

	Avr. 14	Mai 14	Juin 14	Juil. 14	août-14	Sep. 14	Oct. 14	Nov. 14	Déc. 14	Jan. 15	Fév. 15	Mars 15	Total
Non intérimaires	7 248	6 522	6 578	8 507	7 326	9 429	7 491	6 964	7 791	9 550	6 285	7 255	90 946
Intérimaires	1 503	1 750	1 523	3 376	1 360	2 030	1 753	1 409	5 070	818	1 414	1 745	23 751
Total	8 751	8 272	8 101	11 883	8 686	11 459	9 244	8 373	12 861	10 368	7 699	9 000	114 697

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (mars 2014 – mars 2015)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	(1) Nombre recrutements	(2) Nombre fins de contrat	(3) Part dans l'ensemble des recrutements	(4) Part dans l'ensemble des fins de contrat	(5) = (1)-(2) Création nette d'emplois salariés (CNE)	(6) Contribution du secteur à la CNE	(7) Nombre salariés en 03/2015	(8) Part du secteur dans l'emploi total	(9) = (1)/(7) Nombre recrutements / nombre salariés
Agriculture, sylviculture et pêche	538	494	0,5%	0,5%	44	0,5%	1280	0,3%	42,0%
Industries extractives	25	29	0,0%	0,0%	- 4	0,0%	250	0,1%	10,0%
Industries manufacturières	5143	4907	5,1%	5,4%	236	2,6%	31200	8,3%	16,5%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	178	119	0,2%	0,1%	59	0,7%	1382	0,4%	12,9%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	218	184	0,2%	0,2%	34	0,4%	1567	0,4%	13,9%
Construction	9832	9317	9,8%	10,2%	515	5,7%	40080	10,7%	24,5%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	12388	11446	12,4%	12,6%	942	10,4%	46268	12,3%	26,8%
Transport et entreposage	5249	5024	5,2%	5,5%	225	2,5%	26066	6,9%	20,1%
Hébergement et restauration	9710	9500	9,7%	10,4%	210	2,3%	17312	4,6%	56,1%
Information et communication	4464	4087	4,5%	4,5%	377	4,2%	17206	4,6%	25,9%
Activités financières et d'assurance	8872	8211	8,9%	9,0%	661	7,3%	43927	11,7%	20,2%
Activités immobilières	1045	879	1,0%	1,0%	166	1,8%	2506	0,7%	41,7%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	9476	8147	9,5%	9,0%	1329	14,7%	31468	8,4%	30,1%
Activités de services administratifs et de soutien	7754	7029	7,8%	7,7%	725	8,0%	18395	4,9%	42,2%
Administration publique	7413	6667	7,4%	7,3%	746	8,3%	43217	11,5%	17,2%
Enseignement	1219	1040	1,2%	1,1%	179	2,0%	3966	1,1%	30,7%
Santé humaine et action sociale	8725	7206	8,7%	7,9%	1519	16,8%	34145	9,1%	25,6%
Arts, spectacles et activités récréatives	794	735	0,8%	0,8%	59	0,7%	2073	0,6%	38,3%
Autres activités de services	1707	1706	1,7%	1,9%	1	0,0%	5711	1,5%	29,9%
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	3271	3427	3,3%	3,8%	-156	-1,7%	5864	1,6%	55,8%
Activités extra-territoriales	326	327	0,3%	0,4%	-1	0,0%	904	0,2%	36,1%
Non-déterminés	1636	465	1,6%	0,5%	1171	13,0%	1268	0,3%	129,0%
Total	99983	90946	100%	100%	9037	100%	376055	100%	26,6%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (mars 2014 – mars 2015)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	Nombre de femmes dans les recrutements	Nombre de femmes dans les fins de contrat	Structure des recrutements de femmes selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de femmes selon le secteur d'activité	Nombre d'hommes dans les recrutements	Nombre d'hommes dans les fins de contrat	Structure des recrutements d'hommes selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat d'hommes selon le secteur d'activité
Agriculture, sylviculture et pêche	122	117	0,3%	0,3%	416	377	0,8%	0,8%
Industries extractives	1	2	0,0%	0,0%	24	27	0,0%	0,1%
Industries manufacturières	1223	1097	2,6%	2,5%	3920	3810	7,4%	8,0%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	44	28	0,1%	0,1%	134	91	0,3%	0,2%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	57	46	0,1%	0,1%	161	138	0,3%	0,3%
Construction	1034	870	2,2%	2,0%	8798	8447	16,7%	17,7%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	6077	5738	12,8%	13,3%	6311	5708	12,0%	11,9%
Transport et entreposage	827	785	1,7%	1,8%	4422	4239	8,4%	8,9%
Hébergement et restauration	5254	5136	11,1%	11,9%	4456	4364	8,5%	9,1%
Information et communication	1321	1178	2,8%	2,7%	3143	2909	6,0%	6,1%
Activités financières et d'assurance	4125	3826	8,7%	8,9%	4747	4385	9,0%	9,2%
Activités immobilières	530	445	1,1%	1,0%	515	434	1,0%	0,9%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4633	4053	9,8%	9,4%	4843	4094	9,2%	8,6%
Activités de services administratifs et de soutien	5177	4747	10,9%	11,0%	2577	2282	4,9%	4,8%
Administration publique	4191	3772	8,9%	8,7%	3222	2895	6,1%	6,1%
Enseignement	719	637	1,5%	1,5%	500	403	0,9%	0,8%
Santé humaine et action sociale	6345	5364	13,4%	12,4%	2380	1842	4,5%	3,9%
Arts, spectacles et activités récréatives	353	356	0,7%	0,8%	441	379	0,8%	0,8%
Autres activités de services	1291	1325	2,7%	3,1%	416	381	0,8%	0,8%
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	3150	3275	6,7%	7,6%	121	152	0,2%	0,3%
Activités extra-territoriales	193	177	0,4%	0,4%	133	150	0,3%	0,3%
Non-déterminés	665	150	1,4%	0,3%	971	315	1,8%	0,7%
Total	47332	43124	100%	100%	52651	47822	100%	100%

Tableau 4 - (suite)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	Nombre de femmes salariées (hors intérimaires) en mars 2015	Structure de l'emploi féminin (hors intérimaires) en mars 2015	Nombre d'hommes salariés (hors intérimaires) en mars 2015	Structure de l'emploi masculin (hors intérimaires) en mars 2015
Agriculture, sylviculture et pêche	258	0,2%	1022	0,5%
Industries extractives	28	0,0%	222	0,1%
Industries manufacturières	5473	3,6%	25727	11,5%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	200	0,1%	1182	0,5%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	233	0,2%	1334	0,6%
Construction	3473	2,3%	36607	16,4%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	20334	13,3%	25934	11,6%
Transport et entreposage	3467	2,3%	22599	10,1%
Hébergement et restauration	9054	5,9%	8258	3,7%
Information et communication	4439	2,9%	12767	5,7%
Activités financières et d'assurance	19767	12,9%	24160	10,8%
Activités immobilières	1197	0,8%	1309	0,6%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	13707	9,0%	17761	8,0%
Activités de services administratifs et de soutien	10623	6,9%	7772	3,5%
Administration publique	20936	13,7%	22281	10,0%
Enseignement	2165	1,4%	1801	0,8%
Santé humaine et action sociale	26055	17,0%	8090	3,6%
Arts, spectacles et activités récréatives	873	0,6%	1200	0,5%
Autres activités de services	4168	2,7%	1543	0,7%
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	5665	3,7%	199	0,1%
Activités extra-territoriales	503	0,3%	401	0,2%
Non-déterminés	475	0,3%	793	0,4%
Total	153093	100%	222962	100%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence (mars 2014 – mars 2015)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	Recrutements de frontaliers	Recrutements de résidents luxembourgeois	Recrutement de résidents étrangers	Fins de contrat de frontaliers	Fins de contrat de résidents luxembourgeois	Fins de contrat de résidents étrangers	Structure des recrutements de frontaliers selon le secteur d'activité	Structure des recrutements de résidents luxembourgeois selon le secteur d'activité	Structure des recrutements de résidents étrangers selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de frontaliers selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de résidents luxembourgeois selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de résidents étrangers selon le secteur d'activité
Agriculture, sylviculture et pêche	108	138	292	79	114	301	0,3%	0,7%	0,7%	0,2%	0,6%	0,8%
Industries extractives	9	6	10	11	11	7	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
Industries manufacturières	3010	521	1612	2754	837	1316	7,6%	2,6%	4,0%	7,8%	4,2%	3,7%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	52	89	37	32	69	18	0,1%	0,4%	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	107	70	41	106	50	28	0,3%	0,4%	0,1%	0,3%	0,3%	0,1%
Construction	4977	996	3859	4596	968	3753	12,6%	5,0%	9,6%	13,0%	4,9%	10,5%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	6004	2421	3963	5409	2592	3445	15,1%	12,1%	9,8%	15,3%	13,1%	9,6%
Transport et entreposage	2536	781	1932	2607	804	1613	6,4%	3,9%	4,8%	7,4%	4,1%	4,5%
Hébergement et restauration	2689	1109	5912	2578	1128	5794	6,8%	5,6%	14,6%	7,3%	5,7%	16,2%
Information et communication	2543	522	1399	2257	538	1292	6,4%	2,6%	3,5%	6,4%	2,7%	3,6%
Activités financières et d'assurance	4312	887	3673	4072	1070	3069	10,9%	4,4%	9,1%	11,5%	5,4%	8,6%
Activités immobilières	353	263	429	267	243	369	0,9%	1,3%	1,1%	0,8%	1,2%	1,0%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4915	1212	3349	3977	1237	2933	12,4%	6,1%	8,3%	11,3%	6,2%	8,2%
Activités de services administratifs et de soutien	3329	661	3764	2965	635	3429	8,4%	3,3%	9,3%	8,4%	3,2%	9,6%
Administration publique	270	5179	1964	234	4831	1602	0,7%	25,9%	4,9%	0,7%	24,4%	4,5%
Enseignement	279	320	620	223	306	511	0,7%	1,6%	1,5%	0,6%	1,5%	1,4%
Santé humaine et action sociale	2340	3671	2714	1789	3271	2146	5,9%	18,4%	6,7%	5,1%	16,5%	6,0%
Arts, spectacles et activités récréatives	253	221	320	239	211	285	0,6%	1,1%	0,8%	0,7%	1,1%	0,8%
Autres activités de services	553	516	638	551	548	607	1,4%	2,6%	1,6%	1,6%	2,8%	1,7%
Activités des ménages en tant qu'employeurs	306	215	2750	313	268	2846	0,8%	1,1%	6,8%	0,9%	1,4%	7,9%
Activités extra-territoriales	123	42	161	105	41	181	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,2%	0,5%
Non-déterminés	586	131	919	171	35	259	1,5%	0,7%	2,3%	0,5%	0,2%	0,7%
Total	39654	19971	40358	35335	19807	35804	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 5 - (suite)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	Nombre de frontaliers dans l'emploi salarié mars 2015		résidents luxembourgeois dans l'emploi salarié (hors intérimaires) mars 2015		résidents étrangers dans l'emploi salarié (hors intérimaires) mars 2015		Nombre d'emplois salariés (hors intérimaires) par secteur mars 2015		Structure des emplois salariés par des frontaliers selon le secteur d'activité		Structure des emplois salariés par des résidents luxembourgeois selon le secteur d'activité		Structure des emplois salariés occupés (hors intérimaires) par des résidents étrangers selon le secteur d'activité	
Agriculture, sylviculture et pêche	370	332	578	1280	0,2%	0,3%	0,5%							
Industries extractives	126	57	67	250	0,1%	0,1%	0,1%							
Industries manufacturières	19854	5077	6269	31200	12,2%	4,7%	5,9%							
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	270	986	126	1382	0,2%	0,9%	0,1%							
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	758	590	219	1567	0,5%	0,5%	0,2%							
Construction	20781	3895	15404	40080	12,8%	3,6%	14,5%							
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	24952	9887	11429	46268	15,4%	9,2%	10,8%							
Transport et entreposage	12694	6869	6503	26066	7,8%	6,4%	6,1%							
Hébergement et restauration	6101	1774	9437	17312	3,8%	1,6%	8,9%							
Information et communication	8961	4145	4100	17206	5,5%	3,8%	3,9%							
Activités financières et d'assurance	21974	8899	13054	43927	13,5%	8,3%	12,3%							
Activités immobilières	841	798	867	2506	0,5%	0,7%	0,8%							
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	16711	5118	9639	31468	10,3%	4,7%	9,1%							
Activités de services administratifs et de soutien	8989	1800	7606	18395	5,5%	1,7%	7,2%							
Administration publique	1794	37481	3942	43217	1,1%	34,8%	3,7%							
Enseignement	1158	1172	1636	3966	0,7%	1,1%	1,5%							
Santé humaine et action sociale	11685	15276	7184	34145	7,2%	14,2%	6,8%							
Arts, spectacles et activités récréatives	699	741	633	2073	0,4%	0,7%	0,6%							
Autres activités de services	1921	2006	1784	5711	1,2%	1,9%	1,7%							
Activités des ménages en tant qu'employeurs	698	569	4597	5864	0,4%	0,5%	4,3%							
Activités extra-territoriales	381	125	398	904	0,2%	0,1%	0,4%							
Non-déterminés	493	180	595	1268	0,3%	0,2%	0,6%							
Total	162211	107777	106067	376055	100,0%	100,0%	100,0%							

Tableau 6 - Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat CDD / CDI (mars 2014 - mars 2015)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	Nombre de recrutements de salariés hors intérimaires - Total	Nombre de recrutements de salariés hors intérimaires en CDD	Nombre de recrutements de salariés hors intérimaires en CDI	Structure des recrutements de salariés hors intérimaires en CDD	Part des CDD dans les recrutements du secteur	Nombre de CDD dans l'emploi salarié (hors intérimaire) en mars 2015	Structure des CDD dans l'emploi salarié (hors intérimaire) en mars 2015	Emploi salarié total (hors intérimaire) en mars 2015x
Agriculture, sylviculture et pêche	538	188	350	0,7%	34,9%	85	0,5%	1280
Industries extractives	25	16	9	0,1%	64,0%	14	0,1%	250
Industries manufacturières	5143	1698	3445	5,9%	33,0%	1210	6,5%	31200
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	178	49	129	0,2%	27,5%	39	0,2%	1382
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	218	70	148	0,2%	32,1%	46	0,2%	1567
Construction	9832	2557	7275	8,8%	26,0%	1323	7,1%	40080
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	12388	3975	8413	13,8%	32,1%	2225	12,0%	46268
Transport et entreposage	5249	1519	3730	5,3%	28,9%	881	4,7%	26066
Hébergement et restauration	9710	2238	7472	7,7%	23,0%	851	4,6%	17312
Information et communication	4464	959	3505	3,3%	21,5%	476	2,6%	17206
Activités financières et d'assurance	8872	2153	6719	7,4%	24,3%	1624	8,8%	43927
Activités immobilières	1045	167	878	0,6%	16,0%	84	0,5%	2506
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	9476	1852	7624	6,4%	19,5%	1314	7,1%	31468
Activités de services administratifs et de soutien	7754	3361	4393	11,6%	43,3%	1225	6,6%	18395
Administration publique	7413	2413	5000	8,3%	32,6%	2209	11,9%	43217
Enseignement	1219	796	423	2,8%	65,3%	1098	5,9%	3966
Santé humaine et action sociale	8725	3572	5153	12,4%	40,9%	3065	16,5%	34145
Arts, spectacles et activités récréatives	794	415	379	1,4%	52,3%	274	1,5%	2073
Autres activités de services	1707	397	1310	1,4%	23,3%	264	1,4%	5711
Activités des ménages en tant qu'employeurs	3271	50	3221	0,2%	1,5%	19	0,1%	5864
Activités extra-territoriales	326	202	124	0,7%	62,0%	120	0,6%	904
Non-déterminés	1636	259	1377	0,9%	15,8%	104	0,6%	1268
Total	99983	28906	71077	100,0%	28,9%	18550	100,0%	376055

Tableau 6 - (suite)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	Recrutements en CDD selon la durée									
	Nombre de recrutements de salariés hors intérimaires					Structure des recrutements en CDD				
	≤ 6 mois]] 6 mois - 12 mois]] 12 mois - 18 mois]] 18 mois - 24 mois]	> 24 mois]	1 mois]] 1 mois - 6 mois]] 6 mois - 12 mois]	> 12 mois]	
Agriculture, sylviculture et pêche	24	117	44	3		12,8%	62,2%	23,4%		1,6%
Industries extractives	0	14	1	1		0,0%	87,5%	6,3%		6,3%
Industries manufacturières	187	1058	416	37		11,0%	62,3%	24,5%		2,2%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	8	23	15	3		16,3%	46,9%	30,6%		6,1%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	9	37	22	2		12,9%	52,9%	31,4%		2,9%
Construction	336	1626	535	60		13,1%	63,6%	20,9%		2,3%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	531	2623	720	101		13,4%	66,0%	18,1%		2,5%
Transport et entreposage	202	753	497	67		13,3%	49,6%	32,7%		4,4%
Hébergement et restauration	391	1323	486	38		17,5%	59,1%	21,7%		1,7%
Information et communication	156	606	165	32		16,3%	63,2%	17,2%		3,3%
Activités financières et d'assurance	77	1229	671	176		3,6%	57,1%	31,2%		8,2%
Activités immobilières	40	77	42	8		24,0%	46,1%	25,1%		4,8%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	229	1086	429	108		12,4%	58,6%	23,2%		5,8%
Activités de services administratifs et de soutien	1413	1627	296	25		42,0%	48,4%	8,8%		0,7%
Administration publique	764	480	792	377		31,7%	19,9%	32,8%		15,6%
Enseignement	43	375	150	228		5,4%	47,1%	18,8%		28,6%
Santé humaine et action sociale	385	2115	857	215		10,8%	59,2%	24,0%		6,0%
Arts, spectacles et activités récréatives	99	107	178	31		23,9%	25,8%	42,9%		7,5%
Autres activités de services	51	165	151	30		12,8%	41,6%	38,0%		7,6%
Activités des ménages en tant qu'employeurs	20	21	8	1		40,0%	42,0%	16,0%		2,0%
Activités extra-territoriales	82	41	73	6		40,6%	20,3%	36,1%		3,0%
Non-déterminés	55	153	31	20		21,2%	59,1%	12,0%		7,7%
Total	5102	15656	6579	1569		17,7%	54,2%	22,8%		5,4%

Note méthodologique

Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme un recrutement.

Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme une fin de contrat.

Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat. Seules les occupations principales des personnes sont prises en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation principale est celle qui correspond au salaire le plus élevé.

Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL)

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Pour accéder à la version PDF : <http://www.mte.public.lu/retel>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse retel@mt.etat.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG